

ANALYSE  
DU  
TROISIÈME LIVRE  
DU  
CAPITAL  
DE MARX

PAR  
N. SLEPZOFF

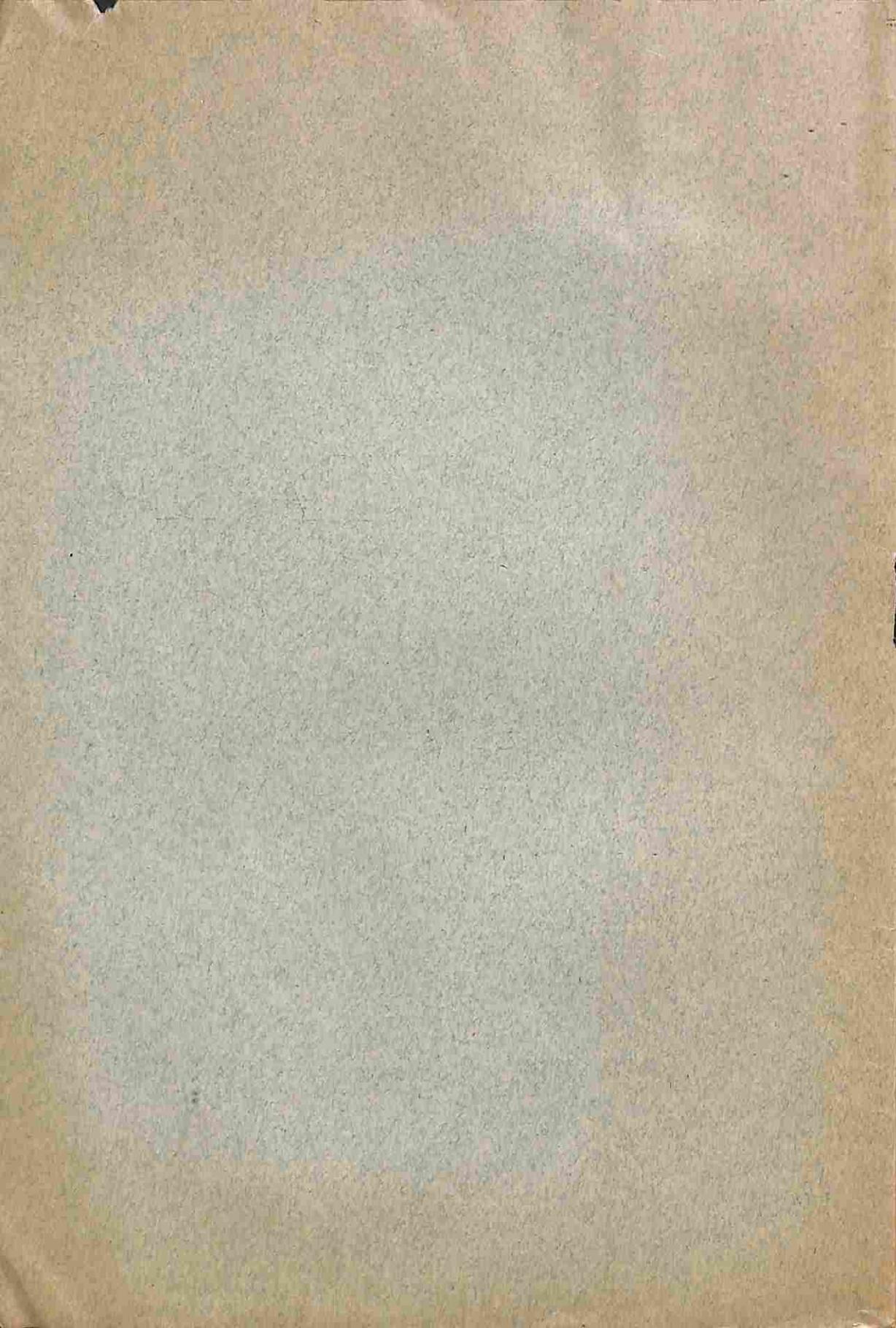


PARIS  
LIBRAIRIE DE LA *REVUE SOCIALISTE*

Maison spéciale d'éditions

78, passage Choiseul, 78

1898



ANALYSE  
DU  
TROISIÈME LIVRE  
DU  
CAPITAL  
DE MARX

PAR  
N. SLEPZOFF



PARIS  
LIBRAIRIE DE LA *REVUE SOCIALISTE*

Maison spéciale d'éditions  
78, passage Choiseul, 78

1898



## ANALYSE

DU

### Troisième livre du *Capital* de Marx

---

« Si vous attaquez les idées routinières, vous pouvez être sûr qu'avant tout on vous « boycottera » : c'est l'unique arme de défense que savent manier les routiniers dans leur première confusion », écrivait Marx en 1881. « Pendant de longues et longues années, disait-il encore, on m'a « boycotté » en Allemagne; en Angleterre on me boycotte toujours (1881), avec cette seule différence pourtant, que, de temps en temps, on fait courir sur moi quelque bruit si absurde et d'une telle ânerie, que je rougirais de honte d'avoir daigné y faire attention devant le public. » Il disait cela à propos du premier volume du *Capital*, depuis longtemps connu du public, alors que la critique feignait encore de ne pas l'avoir remarqué. Mais depuis que Marx a fait école, il n'est pas un économiste quelque peu dans le courant scientifique qui ose l'ignorer.

Les deux premiers livres du *Capital* sont l'analyse la plus abstraite possible de la production et de la circulation du capital; dans le troisième, Marx passe à l'examen des phénomènes concrets pour envisager la production capitaliste dans son ensemble. Pas à pas en commençant par un fait relativement simple — la marchandise et l'origine de sa valeur, Marx passe à des phénomènes de plus en plus complexes pour aboutir finalement à l'organisation industrielle contemporaine de la société, basée sur la production capitaliste. Nous sommes en présence d'une théorie développée avec beaucoup d'ordre, vaste et logique jusqu'en ses moindres conséquences, une théorie basée sur une étude minutieuse et approfondie des faits et de leurs rapports mutuels. Bref, l'œuvre tout entière peut dans le domaine économique servir de modèle à toute méthode d'investigation vraiment scientifique.

Dans le troisième livre et même dans le deuxième — tous deux parus après la mort de l'auteur, — le lecteur ne trouvera pas toute

la masse d'exemples tirés de la vie économique contemporaine qui dans le premier illustraient les principes théoriques de l'auteur et les rendaient plus accessibles. Aussi les faits manquent-ils dans la plus grande partie du livre présent. Ils sont accumulés par contre dans la cinquième division, qui ne présente qu'un amas de matériaux très précieux, mais non encore élaborés définitivement — ce qui devait sans doute avoir lieu postérieurement. — C'est pourquoi ce volume exige une plus grande tension d'esprit et une attention plus soutenue, mais néanmoins il est strictement scientifique et couronne dignement l'œuvre de l'auteur.

\*  
\* \*

*Les deux premières divisions* du présent ouvrage sont consacrées à l'étude de la transformation de la plus-value en profit et de ce dernier en profit moyen. Ici git une difficulté à laquelle beaucoup d'économistes se sont butés sans pouvoir la résoudre. Nous nous expliquons : « Selon la loi de la valeur de Ricardo, deux capitaux employant la même quantité de travail vif, également salarié, produisent — les autres conditions restant les mêmes — en temps égal des produits d'une même valeur, ainsi qu'une plus-value d'une importance égale. Et s'ils emploient des quantités inégales de travail vif ils ne pourront pas produire une quantité égale de plus-value, ou, comme le disent les adeptes de Ricardo, un même profit. Mais dans la réalité, quelle que soit la quantité de travail vif employé, des capitaux égaux produisent en temps égal des profits de même importance. Il y a donc là une contradiction que ni Ricardo, ni son école ne furent en état de résoudre » (1). Prenons deux capitaux de 10,000 francs. Si par exemple un capitaliste emploie pour 5,000 francs de travail, tandis qu'un autre n'en emploie que pour 3,000 francs; si d'autre part nous supposons que le travail impayé — source de la plus-value — constitue 10 pour 100 de salaire, le premier devra obtenir 500 francs de profit et le second 300 francs. Le taux de profit pour le premier sera donc de 5 pour 100 et pour le second de 3 pour 100. En réalité cela ne se passe jamais ainsi et les capitaux, quelle que soit la quantité du travail vif employée, donnent un même taux de profit.

Marx résout cette contradiction de la manière suivante : pour obtenir la plus-value ou le profit, le capitaliste fait deux sortes de dépenses, celles pour les instruments de la production et les matériaux bruts, et d'autre part celles pour le travail vif à l'aide duquel cette

---

(1) Formulation du problème par Engels.

plus-value est produite. Ces deux parties du capital s'appellent l'une : la part constante (instruments, matériaux) et l'autre : la part variable (salaire). Le rapport de la plus-value au capital tout entier constitue le taux du profit. Il sera différent selon que changera la « constitution organique » du capital, c'est-à-dire le rapport entre la part constante et la part variable, et sera plus grand dans le cas où la part variable, c'est-à-dire l'emploi du travail vif, sera relativement plus grande, comme nous l'avons vu dans l'exemple cité ci-dessus. Or, comme dans les diverses entreprises la constitution organique du capital se trouve être suivant les cas très différente, comment donc se fait-il que le taux du profit soit toujours le même pour tous les capitaux ? Ces différences dans la constitution organique des divers capitaux peuvent se compenser par les différences qu'il y a dans la durée du travail, dans son intensité et par la diversité des salaires, enfin par la vitesse plus ou moins grande de la circulation des capitaux, de telle manière que tous les capitaux, quelle que soit leur constitution organique, finissent par donner un même taux de profit. Si, par exemple, un capitaliste employait vingt ouvriers dans une entreprise pour laquelle un autre n'en emploierait que dix, ce dernier pourra obtenir la même plus-value et partant le même profit, en les faisant travailler doublement, etc... Mais toutes ces compensations possibles ne suffisent pas selon Marx pour expliquer l'égalité du taux de profit pour tous les capitaux. C'est par la concurrence que les différents taux de profit sont égalisés et ramenés à un taux moyen et cela de telle manière que les marchandises ne sont plus écoulées d'après la valeur, exprimée en travail socialement nécessaire, mais selon leur prix de production, qui est égal à la quantité de capital constant usé, plus le capital variable (salaire), plus enfin le taux de profit moyen établi par la concurrence. C'est ainsi que dans les sociétés capitalistiquement développées certaines marchandises se vendent au-dessus et certaines autres au-dessous de leur valeur.

L'échange des marchandises d'après leur *valeur* réelle existait dans les temps primitifs, l'échange d'après les *prix de production* exige un certain degré de développement capitalistique.

L'échange d'après la valeur, dit Marx, est de rigueur quand les moyens de production « appartiennent aux ouvriers, comme cela avait lieu dans l'antiquité, ainsi que dans le monde moderne pour les paysans travaillant sur leur propre terre et pour les métiers » (1). De même que cette condition économique a été de rigueur dans ces situations primitives, de même aussi elle a conservé ses effets dans les situations postérieures, basées sur l'esclavage, dans l'organisation

---

(1) *Capital*, I. III, p. 131.

corporative des métiers, jusqu'à ce que les moyens nécessaires de production employés dans une branche n'aient pu être que difficilement transportés d'une branche dans l'autre et que les différentes sphères productives aient dû se comporter les unes à l'égard des autres en une certaine mesure comme des pays étrangers ou des communes indépendantes.

Mais dans les pays capitalistiques, l'échange des marchandises se fait selon leur prix de production. Pour que les prix d'après lesquels les marchandises sont échangées correspondent approximativement à leur valeur, il faut trois conditions : 1) que l'échange ne soit plus occasionnel; 2) que les marchandises échangées soient produites en quantité correspondante aux besoins de chaque partie — on y parvient par tâtonnement; — 3) enfin, qu'aucun monopole ne vienne fausser la vente.

« La supposition que les marchandises des différentes branches de la production se vendent d'après leur valeur signifie sans doute, remarque Marx, que leur valeur est le centre de gravité, autour duquel oscillent leurs prix et au niveau duquel leurs hausses et baisses continuelles tendent à s'équilibrer » (1). Marx entre encore à ce sujet dans quelques explications que nous allons relever rapidement.

Quand l'échange se fait sur un marché, il faut tenir compte de la *valeur du marché* et du *prix du marché* qui ne coïncident pas toujours avec la valeur individuelle du produit. Pour bien comprendre cela, il faut remonter à l'explication donnée par Marx dans son premier volume. Il y démontre que toute la somme du travail nécessaire à la société se trouve répartie entre les différentes branches de la production et cela proportionnellement à la quantité de produits que la société demande de chaque branche prise à part. Mais comme les produits de chaque branche sont élaborés dans des conditions très différentes, on voit, si l'on considère les entreprises isolées, que la valeur individuelle du produit de quelques-unes d'entre elles coïncide avec la valeur moyenne ou sociale et que pour d'autres qui produisent dans des conditions moins bonnes elle est au-dessus de la moyenne, tandis que pour d'autres encore qui produisent dans des conditions plus avantageuses elle est au-dessous de la moyenne. Mais au marché toutes les marchandises de la même qualité sont ramenées à la valeur moyenne du marché. « La fixation d'une même valeur de marché et d'un même prix de marché des différentes valeurs individuelles, c'est là précisément et avant tout l'œuvre de la concurrence dans une branche quelconque de l'industrie » (2), dit Marx. Les

(1) *Capital*, t. III, p. 131.

(2) *Ibid.*, p. 133.

premiers entrepreneurs vendront donc d'après la valeur moyenne du marché, les seconds recevront moins qu'ils n'ont produit eux-mêmes et enfin ceux qui ont produit dans des conditions exclusivement avantageuses recevront plus qu'il n'ont produit. De cette manière la valeur du marché ou la valeur sociale des produits des différentes entreprises dans une branche donnée de la production déviara de la valeur individuelle de chacune de ces entreprises, et cette valeur du marché comprend les valeurs individuelles les plus diverses. S'il y a trop de produits ou trop peu par rapport aux besoins de la société, cela signifiera qu'on a employé trop de temps de travail ou trop peu comparativement à la quantité socialement nécessaire; par suite chaque unité de cette marchandise sera vendue au-dessous ou au-dessus de la valeur sociale moyenne, si bien qu'il nous faut distinguer de la valeur du marché le prix du marché; l'une et l'autre ne coïncident en réalité que très rarement.

Le prix du marché peut être aussi bien au-dessus qu'au-dessous de la valeur du marché. Il sera au-dessus dans le cas où il y aurait trop peu de marchandise sur le marché et au-dessous si le marché est surchargé.

« Pour que la marchandise soit vendue d'après sa valeur de marché — dit Marx — toute la quantité du travail social qui aura été employé à la fabrication en masse de telle ou telle marchandise doit correspondre exactement à la totalité des besoins sociaux, c'est-à-dire des besoins sociaux qui pourront être satisfaits à prix d'argent. La concurrence et les fluctuations des prix du marché, correspondant aux fluctuations des rapports de l'offre et de la demande, tendent constamment à ramener à cette proportion toute la quantité du travail employé pour chaque espèce de marchandises » (1). La concurrence force les capitalistes d'une branche de production à produire dans les mêmes conditions que leurs collègues et par cela même, elle ramène le profit obtenu par chacun d'eux à une proportion moyenne dans telle ou telle branche donnée.

Nous comprenons maintenant comment les différentes quantités de la plus-value obtenue dans les entreprises isolées sont ramenées à un profit moyen, au moins dans les limites d'une seule et même branche. Il faut se demander maintenant de quelle manière la plus-value produite par chaque branche dans des proportions diverses arrive à être répartie ensuite entre toutes les branches de telle sorte que chacune d'elles reçoit en général un taux de profit égal. C'est là encore un effet de la concurrence, mais de la concurrence des capitaux engagés dans les différentes branches. Elle crée les prix de produc-

---

(1) *Capital*, l. III, p. 144.

tion qui égalisent les taux de profit dans les diverses branches productives. Cela exige un plus haut degré de développement capitalistique que l'égalisation du prix du marché et du profit dans les limites d'une seule branche.

Les capitaux dans lesquels la part constante est plus grande que la part variable, par rapport à la constitution du capital social moyen, produisent moins de valeur et partant relativement moins de plus-value et *vice-versa*.

Mais une partie des capitaux employés dans certaines branches de la production ont cette constitution moyenne, c'est-à-dire que leur constitution coïncide plus ou moins parfaitement avec la constitution du capital social moyen. Dans ces branches de la production, les prix de production des marchandises coïncident tout à fait ou à peu près avec leur valeur exprimée en argent et le profit avec la plus-value produite. Tous les autres capitaux, quelle que soit leur constitution, tendent sous la pression de la concurrence à s'y conformer, de sorte que les prix de production de chaque branche se forment d'après les prix de production d'une branche de constitution moyenne. Tous les capitaux, quelle que soit la plus-value produite par eux, tendent donc, à l'aide des prix de leurs marchandises, à réaliser non pas la plus-value qu'ils ont produite eux-mêmes, mais un profit moyen, c'est-à-dire qu'ils tendent à réaliser le prix de production. Le taux de profit est donc le même pour toutes les branches de la production, notamment il se conforme à celui d'une branche à constitution moyenne du capital mis en jeu. « C'est pourquoi, dit Marx, la somme des profits des différentes branches de la production doit être égale à la somme de la plus-value, et la somme des prix de production du produit social total — à la somme de sa valeur » (1).

Les capitalistes des différentes branches de la production réalisent dans la vente de leurs marchandises, avant tout, les dépenses faites — le coût de production. Ces dépenses doivent être couvertes coûte que coûte ; sans cela ils perdraient une part de leur capital. En plus de ces frais de production, la marchandise contient encore la plus-value. Cette dernière est aussi réalisée dans la vente, mais il importe avant tout au capitaliste d'obtenir comme plus-value autant et même plus que les autres entrepreneurs. C'est pourquoi grâce à la concurrence une partie des capitalistes obtiennent en fait de plus-value plus qu'ils n'ont réellement produit, tandis qu'une autre partie d'entre eux réalisent une somme moindre.

De toute la plus-value produite pendant une certaine période par le capital social total, chaque capitaliste obtient une part proportionnelle

---

(1) *Capital*, I, III, p. 127.

à la grandeur de son capital par rapport au capital social total : chaque capital, quelle que soit sa constitution, obtient pour cent francs dépensés autant de profit qu'il en revient durant le même temps pour cent francs dépensés du capital social total. « Pour autant qu'il s'agit du profit, dit Marx, les différents capitaux jouent le rôle des actionnaires d'une société par actions quelconque, dans laquelle le profit est distribué uniformément pour chaque centaine; c'est pourquoi les capitalistes isolés ne diffèrent entre eux que par la grandeur du capital mis par chacun au service de l'entreprise commune, que par le nombre plus ou moins grand d'actions prises » (1).

Pour plus de clarté nous pourrions prendre comme exemple, au lieu d'une société par actions, un seul capitaliste ayant plusieurs capitaux de constitutions différentes et placés dans des branches diverses d'industrie. Chacun des capitaux produira évidemment une quantité différente de plus-value. Prenons 15 unités pour le premier capital, 25 pour le second et 35 pour le troisième, en tout 75. Quel sera le prix auquel notre capitaliste vendra ses marchandises? Or, le prix auquel il vend chacun des produits est absolument indifférent au capitaliste, qui ne produit que pour obtenir la plus-value, pourvu que la somme de cette dernière ne change pas. Le capitaliste peut donc, si cela lui paraît plus commode pour la vente, distribuer la plus-value totale en proportion égale entre les trois branches productives, il tirera donc une moyenne  $\left(\frac{15 + 25 + 35}{3} = \frac{75}{3} = 25\right)$  de 25 unités qu'il fera entrer dans le prix de vente de sa marchandise. En appliquant ce profit moyen de 25 à la partie du capital constant usé et au capital variable, nous obtenons le *prix de production*. Le capitaliste ne s'inquiète pas de la façon dont il vend ses produits, si c'est selon leur valeur, ou selon leur prix de production, pourvu qu'il obtienne la même plus-value des 75 unités. Il accepte cette dernière manière, parce que le marché exige que tous les capitaux donnent le même taux de profit (25). C'est ainsi que se fait la transformation des valeurs en prix de production.

Ce ne sera donc que l'effet du hasard, si la plus-value réellement produite dans une branche de la production, c'est-à-dire le profit de cette branche, coïncide avec le profit contenu dans le prix de vente de la marchandise. La quantité de la plus-value produite dans une certaine branche de la production n'a donc d'importance que par rapport à la constitution du produit moyen sur le capital social, par conséquent par rapport à toute la classe des capitalistes prise dans son ensemble.

(1) *Capital*, I. III, p. 114.

La différence entre la quantité du profit et celle de la plus-value, entre le taux du profit et le taux de la plus-value dans certaines branches de la production, masque tout à fait la vraie nature et la provenance du profit, non seulement aux yeux des capitalistes, qui sont intéressés à se tromper sur ce sujet, mais aussi aux yeux des ouvriers eux-mêmes. « Par suite de la transformation de la plus-value en prix de production, il arrive qu'on perd de vue même le fond de la définition de la valeur », dit Marx. Mais elle existe quand même, et, si la valeur exprimée en travail n'est pas égale au prix de chaque marchandise considérée isolément, elle l'est cependant, si l'on considère la totalité des marchandises échangées.

\*  
\* \*

Quant au taux de profit moyen universel, il a la tendance à baisser au cours du progrès économique. Marx examine cette tendance dans la *troisième division* de son livre.

Dans l'industrie capitaliste, basée sur la production des *marchandises*, la concurrence contraint chaque producteur à fabriquer avec le moins de frais possible, afin qu'il puisse à force de bon marché mettre hors de vente les marchandises qui lui font concurrence. Ce bon marché ne peut être atteint que par l'augmentation de la productivité du travail, l'abaissement de la valeur de chaque pièce de marchandise et la diminution du travail qui y est inclus, en un mot par l'augmentation du capital constant, fondamental (machines, etc.), aux dépens du capital variable, dépensé pour la force du travail.

Ce n'est pas à dire que la quantité *absolue* du travail vif diminue ; cela signifie seulement que par suite du développement des méthodes de production le même nombre d'ouvriers, la même force de travail employée par un capital variable d'une certaine dimension, met en action une quantité toujours plus grande de moyens de travail (de machines et de capital fondamental de toute sorte), partant un capital constant d'une dimension toujours croissante. Or, comme la part variable crée toute la valeur des objets et par conséquent toute leur plus-value, par suite du fait que nous venons d'indiquer cette dernière diminue aussi par rapport à la dépense totale.

Cette croissance graduelle du capital constant relativement au variable mène donc nécessairement à la baisse graduelle du taux de profit moyen.

La baisse graduelle du taux de profit est donc bien simple et bien compréhensible, si on ne confond pas la part variable et la part constante du capital ; pourtant malgré toute l'importance que cette question a pour la production capitaliste, les économistes antérieurs

à Marx n'ont pas pu l'expliquer, quoiqu'ils aient d'ailleurs remarqué ce phénomène. « C'est un mystère, dit Marx, que l'économie politique — en commençant par Ad. Smith — a vainement essayé de dévoiler, et les divergences existant entre les écoles reposent sur la diversité des solutions relatives à ce problème » (1).

En même temps que le taux du profit baisse, le capital minimum que tout capitaliste doit posséder pour l'emploi productif du travail doit augmenter. Le capital s'accroît constamment; en réalité le capital variable s'accroît en même temps que le capital constant, mais d'une façon beaucoup plus lente : tandis que, par exemple, le capital constant s'augmente de 100 pour 100, le capital variable ne s'accroît que de 10 pour 100. C'est pourquoi le résultat indiqué plus haut, c'est-à-dire la baisse du taux de profit, ne change pas.

Mais il serait tout à fait erroné de croire que cette baisse du taux de profit se fasse dans l'intérêt de l'ouvrier et que ce dernier soit de moins en moins exploité au cours du développement capitaliste. Il en est malheureusement tout autrement : l'exploitation de l'ouvrier loin de diminuer ne fait que grandir sans cesse. En effet, la baisse du capital variable et la hausse du capital constant ne sont que l'expression d'une constitution plus haute du capital, c'est-à-dire d'une plus haute productivité du travail. Grâce à cette dernière la quantité des produits va toujours en augmentant, mais de leur abondance ce n'est toujours que la part minima qui revient aux ouvriers; car la loi du salaire — qui ne donne à l'ouvrier que le strict nécessaire — subsiste immuablement.

« Le même développement de la force productive du travail au cours de l'évolution de la production capitaliste, dit Marx, s'exprime par la tendance à la baisse progressive du taux de profit, d'une part, et dans l'accroissement constant, d'autre part, de la quantité *absolue* de la plus-value accaparée ou du profit; de même en général la diminution relative du capital variable et du profit correspond à l'augmentation absolue de tous les deux » (2).

Comme on l'a dit déjà plus haut, dans le cours du développement capitaliste une quantité de capital toujours plus grande est exigée pour occuper la même force de travail. Il en faut une plus grande encore pour une force de travail croissante. Il en résulte que la force productive grandissante, vu les conditions capitalistes de la production, amène inévitablement un surplus apparent de la population ouvrière. Si le capital variable ne constitue qu'un sixième du capital total au lieu d'une moitié comme auparavant, il faudrait un capital

(1) *Capital*, I, III, p. 162.

(2) *Id.*, I, III, p. 170.

triple pour donner de l'occupation au nombre actuel d'ouvriers; il devrait être sextuplé pour occuper un nombre double d'ouvriers. Ainsi se développe la possibilité d'une population ouvrière relativement superflue, et cela, non pas parce que la productivité du travail décroît, mais parce qu'elle croît ». Mais cette surpopulation n'est qu'apparente; car le capital total du pays, sa richesse grandit sans cesse, et serait plus que suffisante pour occuper et nourrir toute la population, même accrue.

Plus loin Marx passe en revue les causes qui contrarient plus ou moins cette tendance du taux de profit à la baisse. Ce sont, d'après l'auteur : 1) la hausse du degré d'exploitation du travail (introduction du travail des femmes et des enfants, prolongation de la journée de travail, etc.); 2) la réduction du salaire au-dessous de sa valeur; 3) la diminution de prix des divers éléments du capital constant; 4) la surpopulation relative; 5) le commerce extérieur, et 6) l'augmentation des capitaux par actions. Quoique la loi de la tendance à la baisse du taux de profit reste toujours prépondérante, cette baisse relative est grandement couverte par l'accroissement de toute la somme du profit.

Cette même loi (de la tendance à la baisse du taux de profit) comporte des contradictions internes. Examinons-les de plus près.

La baisse graduelle du taux de profit moyen est étroitement liée à l'accumulation grandissante du capital : ces deux phénomènes n'étant que « des expressions différentes du même processus et l'un et l'autre exprimant le développement de la force productive du travail » (1). L'accumulation du capital prépare le terrain pour la centralisation en grand des travaux et pour une forme supérieure du capital; elle devient ainsi la cause de la baisse du taux de profit. D'autre part la baisse du taux de profit accélère la centralisation des capitaux en anéantissant les petites entreprises et en faisant disparaître les derniers producteurs directs; il s'ensuit que l'accumulation s'agrandit encore, quoique son taux baisse en même temps que le taux du profit.

Le profit est le stimulant direct de la production capitaliste, sa baisse ralentit la formation de nouveaux capitaux indépendants et peut même empêcher le développement ultérieur de ce moyen de production. C'est pourquoi les économistes se sont toujours alarmés de la baisse du taux de profit. Puis considérant la production capitaliste comme la seule possible et s'apercevant en même temps que ce moyen de production rencontre des limites, ils en ont conclu qu'il en était ainsi dans la nature même des choses.

Marx soutient que ces entraves dans le développement constant de la production sont dues au capitalisme lui-même et qu'à un certain

(1) *Capital*, I. III, p. 186.

degré ce dernier trouve des obstacles, des limites à sa marche progressive. Cela prouve une fois de plus le caractère incomplet de ce mode de production; cela prouve aussi que ce dernier n'est qu'une phase historique, passagère, et non point absolue ou immuable.

La production capitaliste n'a qu'un seul but : c'est de produire de la plus-value. Dès que tout le surplus de travail qu'on a pu tirer se trouve transformé en marchandises, la plus-value est produite, l'exploitation de l'ouvrier a eu lieu. Mais pour en jouir le capitaliste doit réaliser en espèces cette plus-value par la vente de la marchandise produite. Cette vente doit avoir lieu coûte que coûte, autrement non seulement le capitaliste ne gagnerait rien, mais encore il y perdrait son capital. Cette vente dépend de la faculté d'acheter de la population. Avec le développement de la production et la hausse de la productivité du travail la quantité absolue de la plus-value produite va croissant.

Mais qu'en est-il de la vente ? La consommation de la plus grande partie de la population des ouvriers, leur faculté d'achat reste la même ou à peu près, étant limitée dans la société capitaliste au strict nécessaire. Ainsi la demande de marchandises dont tout le monde a besoin peut être faible par défaut de moyens d'achat. On cherche à tourner la difficulté en élargissant le marché extérieur, néanmoins une surproduction a lieu périodiquement et une crise éclate. « Les crises ne sont que des solutions fortuites et forcées des conditions existantes, ce sont des éruptions forcées qui rétablissent pour un moment l'équilibre troublé », dit Marx. Mais plus la force productive se développe, plus aussi elle se trouve en contradiction avec la base étroite sur laquelle les conditions de la consommation sont fondées. « On ne produit pas des moyens de subsistance au delà de ce qui est nécessaire à la population existante, dit l'auteur. On en produit trop peu pour la satisfaction décente et humaine de la masse de la population. » « On ne crée pas plus de moyens de production qu'il n'en faudrait pour occuper la partie de la population apte au travail. Au contraire » (1).

Cette surproduction périodique exprime donc simplement ce fait à savoir qu'on a créé trop de moyens de production et de moyens de subsistance pour qu'ils puissent à un certain taux de profit être employés à l'exploitation du travail. Elle montre qu'on a produit trop de marchandises pour que la valeur y contenue puisse être transformée de nouveau en capital.

Marx démontre aussi qu'une certaine surproduction du capital peut très bien être accompagnée d'une surpopulation plus ou moins grande. Cette surpopulation n'est sans doute qu'apparente et relative.

---

(1) *Capital*, I. III, p. 201.

« Les mêmes conditions, dit l'auteur, qui rehaussent la force productive du travail, augmentent la quantité des marchandises, élargissent les marchés, accélèrent l'accumulation du capital en quantité autant qu'en valeur, toutes choses qui abaissent le taux du profit. Ces mêmes conditions produisent une surpopulation relative et la produisent constamment » (1). C'est une surpopulation ouvrière qui ne peut pas être occupée par un capital superflu par suite d'un taux de profit trop minime. S'il y a des capitaux superflus, et qu'ils soient expédiés à l'étranger, ce n'est pas à dire qu'ils n'eussent pas trouvé d'emploi dans le pays, mais c'est simplement à cause du fait qu'à l'étranger ils pourront être employés à des entreprises plus fructueuses et à un taux de profit plus considérable. Les limites de la production capitaliste ne sont donc pas les limites de la production en général. La contradiction de ce mode de production consiste précisément dans sa tendance à un développement de plus en plus énorme des forces productives, tandis que les conditions spéciales dans lesquelles se meut le capital restent les mêmes; c'est pourquoi les uns doivent nécessairement se buter aux autres.

\*  
\* \*

*Dans la quatrième division* l'auteur s'occupe du capital commercial. Ce dernier se divise en deux espèces, le capital commercial en marchandises et le capital commercial en argent. La plupart des économistes confondent le capital commercial avec le capital industriel et perdent de vue son caractère tout à fait particulier que Marx se propose de définir.

L'auteur a déjà démontré dans le second volume de son ouvrage que le capital prend différentes formes dans sa circulation — il y a le capital productif, le circulant, le marchand et le capital en argent — et que tout capital passe successivement par toutes ces formes. Ici l'auteur nous montre de quelle manière chacune de ces formes a pris naissance, comment sont apparus peu à peu le capital commercial en marchandises et le capital commercial en argent. Il nous démontre qu'au degré inférieur de production des marchandises c'est le capital commercial en marchandises qui prédomine. Enfin il nous fait voir que plus la production capitaliste se développe et plus aussi le capital en marchandises devient le subalterne du capital industriel.

Marx s'occupe d'abord de la définition de la nature du capital commercial en marchandises. Ce dernier n'est pas autre chose qu'un

---

(1) *Capital*, t. III, p. 199.

capital en marchandises d'un producteur, qui doit subir la transformation en argent et fonctionne dans ce but sur le marché; mais cette fonction, au lieu d'être une occupation supplémentaire du producteur lui-même, devient la spécialité d'un genre particulier de capitalistes et se présente comme une entreprise à part, avec des dépenses spéciales de capital. Malgré cela le capital commercial n'en est pas moins lié au capital industriel. Le capital commercial n'est que le capital agissant dans la circulation. Cette dernière n'est qu'une phase du processus de la production prise dans son ensemble. Dans la phase de la circulation il ne se produit pas de valeur, par conséquent il ne se produit pas de plus-value. Il n'y a en fait que des changements de formes d'une même quantité de valeurs. A part cette transformation des marchandises en argent, il n'y a rien à remarquer, car cette transformation n'a aucune action sur la création de la valeur. « Si, dans la vente de la marchandise, dit Marx, la plus-value se réalise, ce n'est que parce qu'elle se trouvait déjà incorporée dans la marchandise pendant le processus de la production. » « Mais pour autant que ces transformations de marchandises en argent exigent un temps de circulation, ajoute l'auteur, — temps pendant lequel le capital en général ne produit rien, et par conséquent ne produit pas non plus de plus-value — elles limitent la création de la valeur; aussi la plus-value, sous forme du taux de profit, s'exprimera-t-elle précisément en raison inverse de la durée du temps de circulation » (1). C'est pour cela que le capital commercial ne crée ni de valeur, ni de plus-value, c'est-à-dire ne les crée pas directement, mais pour autant qu'il contribue à abrégier le temps de la circulation, il peut participer indirectement à l'augmentation de la plus-value réalisée par le capital industriel. Pour autant qu'il coopère à l'extension du marché et à la division du travail entre les différentes classes de capitalistes, c'est-à-dire pour autant qu'il vient en aide au capital en général pour réaliser une production plus considérable, son fonctionnement contribue à la productivité du capital industriel et à l'accumulation de ce dernier. Pour autant qu'il abrège le temps de circulation il hausse du même coup le rapport de la plus-value au capital dépensé, c'est-à-dire le taux du profit. Pour autant qu'il diminue la part du capital-argent en train de circuler, il augmente la part du capital qui est dépensée directement pour la production.

Puis Marx étudie la question suivante : Comment le profit commercial est-il obtenu ? Car, des trois formes du capital, le capital productif est le seul qui produise la valeur et partant la plus-value. L'auteur insiste sur ce que la production capitaliste, prise dans son ensemble, est l'union de deux processus : celui de la production et

---

(1) *Capital*, I. III, p. 221.

celui de la circulation et que si le capitaliste industriel voulait vendre lui-même ses marchandises aux consommateurs, il devrait dépenser un capital complémentaire, égal en valeur à la valeur du capital commercial, c'est-à-dire qu'il devrait distribuer aussi la plus-value obtenue entre le capital dépensé pour la production et le capital commercial. C'est pourquoi rien ne serait changé pour lui, s'il vendait sa marchandise à une autre personne, au marchand, en lui cédant une partie de la plus-value, qui d'après le taux du profit moyen lui reviendrait pour la dépense faite au moment de l'achat de cette marchandise, pour la conservation de celle-ci pendant qu'elle se trouve sur le marché, et pour les frais de vente. C'est là l'origine du profit commercial, lequel, quoique perçu par le marchand, est réalisé non par l'entreprise commerciale qui ne produit pas de plus-value, mais par l'entreprise industrielle.

Marx explique le profit commercial par l'exemple suivant (1) : Supposons que le capital industriel de constitution moyenne dépensé pendant l'année est égal à 720 unités du capital constant + 180 du capital variable, au total 900 unités. Soit le taux de plus-value = 100 pour 100. Par conséquent le produit sera égal à 720 c. c. + 180 c. v. + 180 pl. v. Le prix de vente de la marchandise — c'est-à-dire son prix social — est égal à la somme des parties du capital constant et du capital variable qui y sont contenus, plus le taux de profit moyen. Il sera donc dans l'exemple cité, de  $720 + 180 + 180 = 1,080$  et le taux de profit pour le capital total  $900 = 20$  p. 100  $\left(\frac{180}{900} = 20$  p. 100). Supposons maintenant qu'outre ces 900 unités du capital industriel, on ajoute encore 100 unités de capital commercial, qui comme le capital industriel participe du profit, en proportion de son importance. D'après notre supposition il constitue  $\frac{1}{10}$  du capital total 1,000; il lui reviendra donc  $\frac{1}{10}$  de la plus-value totale de 180, en percevant de cette façon un taux de profit de 18 pour 100. C'est pourquoi en réalité le profit qui restera pour les  $\frac{9}{10}$  du capital total ne sera que de 162; autrement dit, le profit sera, pour tout le capital de 900, également de 18 pour 100. Par conséquent le prix, d'après lequel sera vendue la marchandise par le possesseur du capital industriel de 900 unités au commerçant, sera de  $720$  c. c. +  $180$  c. v. +  $162$  pl. v. =  $1,062$ . Et le commerçant en ajoutant à son capital de 100 le profit moyen = 18 pour 100 vendra donc la marchandise pour  $1,062 + 18 = 1,080$ , c'est-à-dire d'après le prix de sa production ou — si l'on a en vue le capital total — d'après sa valeur. En achetant la marchandise, le commerçant ne paie au fabricant que la somme de  $900 + 162 = 1,062$ , c'est-à-dire qu'il achète les marchandises

(1) *Capital*, I. III, p. 224.

au-dessous de leur prix social, et ce n'est qu'en les vendant, après y avoir ajouté le profit commercial (1,062 + 18) qu'il réalise pleinement le prix social (de 1,080 notamment).

Dans la division que nous étudions, pour le moment, il est intéressant de noter encore le rôle que les ouvriers jouent dans le processus de la circulation du capital.

L'ouvrier employé dans le commerce est un ouvrier salarié comme tous les autres, puisque premièrement son travail est acheté en vue de l'augmentation de la valeur du capital et que secondement son salaire, comme celui de tous les salariés, est déterminé non d'après le produit de son travail, mais bien d'après la dépense strictement nécessaire à l'entretien de sa puissance de travail. Mais comme le commerçant n'est qu'un agent de la circulation — laquelle ne produit ni valeur ni plus-value d'aucune sorte — les ouvriers employés pour les mêmes fonctions ne créent aucune valeur, ni aucune plus-value. Leur travail est donc improductif au point de vue de la société. Mais pour le marchand, ce travail est la source même de ses profits : « La quantité de profit pour chaque marchand isolé, dit Marx, dépend de la quantité du capital qu'il peut employer pour accomplir ce processus (de la réalisation de la valeur) et il peut en employer d'autant plus pour l'achat et la vente que le travail non payé de ses employés est plus considérable » (1). Quoique « le travail non payé de ses employés ne produise pas de plus-value, dit plus loin l'auteur, il donne pourtant au marchand la possibilité de se l'approprier, ce qui est parfaitement indifférent pour le capital au point de vue du résultat; ce travail, par conséquent, représente pour le capitaliste la source du profit. Autrement l'entreprise commerciale ne pourrait être menée ni en grand, ni d'une manière capitalistique ».

De même que le travail non payé des ouvriers crée pour le capital industriel la plus-value, de même aussi le travail non payé des ouvriers salariés, employés dans le commerce, crée pour le capital commercial la possibilité de participer à la jouissance de cette plus-value. Comme nous l'avons déjà dit, le prix du travail d'un ouvrier employé dans le commerce est déterminé d'après la valeur de sa puissance de travail ou plutôt d'après les dépenses nécessitées par la production de la force de travail. Mais l'utilisation de la puissance de travail de l'ouvrier, son intensité, son fonctionnement et sa destruction — et il en est ainsi pour tout autre ouvrier salarié — sont beaucoup plus grandes que la valeur de salaire. « C'est pourquoi, dit Marx, son salaire ne se trouve dans aucune relation nécessaire à l'abondance du profit qu'il aide le capitaliste à réaliser ! Ce qu'il coûte au capitaliste et ce qu'il lui

(1) *Capital*, I. III, p. 232.

rapporte sont deux quantités tout à fait différentes » (1). Il lui rapporte, non parce qu'il crée la plus-value directement, mais parce qu'il contribue à diminuer les dépenses nécessaires à la réalisation de la plus-value et pour autant qu'il accomplit en partie du travail non payé.

En général les ouvriers employés dans le commerce appartiennent à une classe de salariés mieux payés, à ceux dont le travail exige de l'art et de la préparation et qui par conséquent coûte plus qu'un simple travail moyen. Mais au cours du développement capitalistique le salaire de cette classe d'ouvriers tend à baisser. Le fait ci-dessus provient tout d'abord de la division du travail dans les comptoirs, laquelle n'entraîne pas pour le capitaliste de dépenses nouvelles, tandis que d'autre part elle fait que l'habileté de l'ouvrier se développe d'autant plus vite qu'il se spécialise. Ensuite parce que la connaissance des langues et des opérations commerciales devient de plus en plus aisée et accessible à tout le monde, le capitalisme dirigeant de plus en plus l'éducation vers des buts pratiques. En même temps l'instruction universelle du peuple donne la possibilité d'avoir des ouvriers bien préparés tout en appartenant à une classe à laquelle ce genre de travail avait été tout d'abord inaccessible et, qui plus est, des ouvriers habitués aux conditions d'une vie plus simple et partant moins exigeants. En même temps que l'offre hausse, la concurrence augmente. C'est pourquoi au cours du développement du capitalisme la force de travail de ces ouvriers se déprécie en même temps que leur aptitude au travail augmente.

Quant au nombre d'ouvriers commerçants employés dans une entreprise, il faut remarquer que le capitaliste commercial doit partir d'un tout autre principe que le capitaliste industriel. Dans une entreprise industrielle plus il y a d'ouvriers employés, plus grande est la production et plus considérable est aussi la plus-value ou le profit. Mais dans les entreprises commerciales l'augmentation du nombre des ouvriers n'est que la conséquence, mais non la cause de l'augmentation de la plus-value. C'est pourquoi le commerçant augmente le nombre de ses employés dans le cas où il lui faut réaliser une plus grande valeur ou un plus grand profit, mais non inversement.

\*  
\* \*

*Dans la cinquième division il s'agit de la question « la plus embrouillée du livre », selon le dire de Frédéric Engels. Elle est consacrée au*

---

(1) *Capital*, t. III, p. 238.

capital portant intérêt et à la division du profit en intérêt et en revenu de l'entrepreneur. Marx n'a laissé ni un chemin nettement tracé, ni même une esquisse complète. Le rédacteur a dû se borner à mettre de l'ordre dans la masse des matériaux accumulés et à n'y ajouter que les compléments les plus indispensables. Cette partie de l'œuvre de Marx exigerait donc, selon nous, une analyse toute spéciale, qui nous mènerait beaucoup trop loin dans notre étude ; c'est pourquoi nous n'en relèverons que les traits les plus saillants.

A un certain degré de développement de la production des marchandises apparaît une forme spéciale du capital — le capital portant intérêt. Dans la petite production c'est le capital ouvrier qui remplit le même emploi et c'est par une réaction toute naturelle contre les abus de ce dernier qu'apparaît au cours de l'histoire un crédit systématique grâce auquel le capital portant intérêt se conforme aux besoins de la production. Mais d'où est tiré l'intérêt que porte ce capital ? Si l'argent porte intérêt, c'est indubitablement parce qu'il participe à l'exploitation des ouvriers — source unique de toute plus-value. Le profit total de la production à laquelle le capital emprunté a participé sera divisé entre le capitaliste-prêteur du capital et le capitaliste-entrepreneur ; mais la façon dont le partage du profit a lieu n'est pas si rigoureusement déterminée que c'est le cas pour le taux du profit — car ici le taux de l'intérêt dépend uniquement de l'offre et de la demande. L'intérêt n'est donc qu'une partie plus ou moins grande de la plus-value que le capitaliste industriel ou commercial, s'il n'emploie pas son propre capital, doit payer au prêteur. Pour donner profit et intérêt, le capital doit être continuellement actif, c'est-à-dire s'augmenter sans cesse dans le processus de la production. En dehors le capital ne donne rien. L'opinion que l'intérêt a son origine dans l'épargne est donc entièrement erronée.

Marx s'occupe ensuite tout spécialement du bénéfice de l'entrepreneur. L'exploitation du travail productif exige des efforts, un travail de contrôle, de gérance des affaires, etc. On pourrait donc croire que le bénéfice touché par l'entrepreneur n'est qu'un salaire pour son travail spécial. Mais ce n'est pas précisément le cas. Ce travail spécial a un caractère double. D'un côté, il doit exister dans tous les travaux accomplis par plusieurs individus une direction générale en vue de l'unité des efforts. Cette haute surveillance est indispensable en même temps qu'elle est productive. Marx la compare au travail d'un chef d'orchestre. « Mais d'autre part, dit l'auteur, ce travail de contrôle apparaît inévitablement dans tous les modes de production basés sur l'opposition latente entre le travailleur-producteur direct — et le propriétaire des moyens de production. Plus cette opposition est grande et plus est important le rôle que doit jouer la surveillance exercée sur

les ouvriers » (1). Ce rôle est donc le plus considérable dans l'esclavage, mais il n'en est pas moins inévitable dans la production capitaliste, car celle-ci « est en même temps le processus de la consommation de la force de travail par le capitaliste », dit Marx.

Il faut donc distinguer entre le salaire du directeur proprement dit et le bénéfice de l'entrepreneur. La plupart du temps, le capitaliste ne s'occupe plus lui-même de la direction de son entreprise et remet ce soin moyennant paiement à un directeur, ce qui, d'ailleurs, ne l'empêche pas de toucher le bénéfice. Dans les fabriques coopératives, le travail de contrôle perd entièrement son caractère d'exploitation de l'ouvrier, puisque le directeur est payé par les ouvriers, au lieu de représenter le capitaliste lui-même et son antagonisme envers eux.

Cette division contient encore une étude sur la monnaie. Marx distingue dans le premier volume six fonctions différentes de la monnaie; elle est : 1) une mesure de valeur, 2) un instrument de circulation, 3 un équivalent universel, 4) un trésor, 5) un instrument de paiement, 6) une monnaie universelle. Comme mesure de valeur, elle doit être une marchandise au même titre que toute autre marchandise ayant nécessité un travail social. C'est l'or qui joue actuellement le rôle d'unité servant à mesurer toutes les autres valeurs. Comme instrument d'échange et de paiement, il peut être remplacé par du papier sans valeur en soi, car, en définitive, ce sont les marchandises qui s'échangent les unes contre les autres, que ce soit dans les opérations directes ou dans celles qui sont basées sur le crédit. Ce n'est qu'en cas de stagnation d'affaires ou de crise que ces opérations se trouvent interrompues et que l'échange des marchandises est arrêté. Il s'ensuit alors qu'une certaine partie de la richesse est détruite et qu'il n'est plus besoin pour la circulation de la totalité des instruments de circulation et des instruments de paiement existant auparavant; aussi leur valeur baisse-t-elle. Il faut alors retirer de la circulation la quantité superflue. Dans ce cas, le public ne veut plus ni de marchandises ni de symboles, ni de papiers; il demande de l'or, lequel joue le rôle d'équivalent universel. Il doit donc exister toujours une certaine quantité d'or qui doit être d'autant plus grande que la circulation est plus vaste et qu'il y a davantage de risques à courir qu'une crise n'éclate. La possibilité d'échanger ainsi les billets de banque contre de l'or une fois assurée, la banque ne peut pas émettre de billets pour une somme plus grande que celle exigée par la circulation. Le trop-plein de papier serait tout de suite échangé contre de l'or. Voilà pourquoi la banque ne

---

(1) *Capital*, I. III, p. 311.

peut pas influencer sur le prix des marchandises par des émissions excessives. Au contraire, elle ne peut qu'adapter ces émissions aux changements dans les prix causés par telle ou telle variation de la valeur des marchandises ou de l'or comme mesure de valeur. La quantité de monnaie, comme instrument de circulation et de paiement, s'adapte donc aux prix établis, mais elle n'en est pas la cause. Ce fait a été démontré par les travaux de Took, de Tullarton et finalement, de Marx. La théorie quantitative de Ricardo, admettant que les prix des marchandises dépendent de la quantité de monnaie en circulation, est donc erronée, si la possibilité d'échanger les billets de banque contre de l'or est assurée. Le crédit n'est qu'une condition subordonnée à la production et les moyens dont les banquiers disposent ne représentent : 1) qu'une partie momentanément inoccupée (fonds de réserve) du capital des commerçants et des industriels, 2) que la part du revenu et de l'épargne de tout le monde qui est destinée d'une façon transitoire ou permanente à l'accumulation. Mais il ne faut pas oublier : 1) que l'argent, sous forme de métal précieux, est la base dont le crédit ne peut se libérer, 2) que le système du crédit a pour condition « le monopole des moyens sociaux de production (sous forme de capital et de terre) entre les mains de personnes privées. »

Le crédit est une forme immanente de la production capitaliste ; — d'où l'énorme influence sur le commerce et l'industrie d'une banque telle que la banque d'Angleterre par exemple, quoique leurs mouvements réels soient en dehors de sa compétence (*berreichs*) et qu'elle ne se comporte à leur égard que d'une manière passive. Le crédit ne représente qu'une forme de la comptabilité universelle et de la division des moyens de production répartis suivant les nombreux rouages de la production sociale ; mais ce n'est qu'une forme. Ce caractère social du capital (notamment celui qui apparaît dans le taux moyen de profit, où chaque capital spécial ne tire comme part proportionnelle du capital total que son dividende pris sur le travail total et non pas directement d'après la plus-value obtenue) n'est atteint et réalisé que par le plein développement du système du crédit. Poussons plus loin l'analyse. Le crédit fournit aux commerçants et aux industriels tout le capital disponible et même potentiel de telle sorte que ni le porteur ni l'employeur de ce capital ne sont ses possesseurs ou ses producteurs. Ainsi se perd le caractère privé du capital. — Le crédit et sa base : le capital portant intérêt, — n'ont de sens que pour le capitalisme. Le crédit a un caractère double : d'une part, il sert de moyen d'exploitation et de fraudes colossales (spéculation), et, d'autre part, il est une forme transitoire de la nouvelle production. Les sociétés par actions et les sociétés coopératives d'ouvriers sont des formes de passage au socialisme.

\*  
\* \*

Nous arrivons maintenant à une division particulièrement intéressante. C'est la *sixième*, dans laquelle Marx traite la question de la rente. Son point de vue est tout à fait original. A côté de la rente différentielle de Ricardo, il prouve l'existence d'un autre genre de rente qu'il appelle « *absolue* ». En vue de cette partie de son étude, Marx entreprit une investigation toute spéciale; comme les formes de la propriété foncière autant que celles de l'exploitation des producteurs agricoles sont particulièrement diverses en Russie, c'est ce pays qui, au dire de Engels, devait jouer dans le chapitre de la rente le même rôle que Marx avait donné à l'Angleterre dans celui du travail salarié industriel. Malheureusement ce plan n'a pas été exécuté. Après la mort de l'auteur, cette partie de son travail est restée inachevée, quoiqu'elle fût beaucoup plus avancée que la division précédente par exemple. L'analyse de la propriété foncière en général et celle de ses diverses formes historiques n'entraînent pas dans les limites de l'œuvre de K. Marx. Il ne s'en occupe qu'à un seul point de vue : celui concernant la plus-value produite par le capital qui devient la part du propriétaire foncier. Par conséquent, il suppose que le capitalisme règne dans l'agriculture ainsi que dans l'industrie.

La propriété foncière suppose le monopole de quelques personnes sur un terrain défini, où leur volonté seule peut être exercée à l'exclusion de toute autre. Le droit juridique qu'ont certains individus d'user et d'abuser de telle ou telle portion du globe n'est pas tout, car la jouissance de la terre se trouve dans une dépendance complète de conditions économiques indépendantes de leur volonté. Ainsi qu'il a été démontré dans le tome I, ch. xxiv, la production capitaliste, dans l'agriculture comme dans l'industrie, suppose que l'ouvrier est libre individuellement et exproprié des moyens de travail, — notamment de la terre, et qu'il est soumis par conséquent au capitaliste s'occupant de l'agriculture en vue de profit. La production capitaliste en apparaissant crée elle-même la forme de la propriété foncière qui lui convient en asservissant l'agriculture au capital; c'est pourquoi la propriété féodale, la propriété foncière des clans ou la petite propriété communale des paysans se transforment toutes en une forme économique correspondant à ce mode de production, si diverses que puissent être leurs formes juridiques. La production capitaliste dans l'agriculture a deux avantages selon Marx. C'est d'une part d'introduire l'agronomie scientifique là où régnait la routine et d'autre part de

dévoiler — en mettant à nu sa forme purement économique — l'absurdité du droit de propriété foncière masquée par les conditions politiques et sociales. Un propriétaire foncier d'Écosse peut, par exemple, habiter Constantinople, ne prendre aucune part à l'exploitation de ses terres et toucher néanmoins, grâce à son monopole, un impôt en argent du capitaliste, du fermier. Mais le revers de la médaille, dans le domaine de la production capitaliste en agriculture, c'est comme toujours — l'appauvrissement complet des producteurs directs.

Au point de vue vulgaire, la rente, c'est la somme définie par contrat que le fermier capitaliste paie au propriétaire foncier pour la permission d'employer son capital dans cette branche de la production. Au point de vue pratique, tout ce que le fermier paie au propriétaire pour le fermage compose la rente foncière, quels que soient les éléments de ce tribut. L'intérêt du capital employé à la terre pour son amélioration, qui devient moyen de production, peut former ainsi une part de la rente que le fermier paie au propriétaire; mais ce n'est pas la rente proprement dite, qui est payée pour l'usage de la terre, comme telle. Quand le temps du fermage est écoulé, les améliorations faites à la terre deviennent propriété du propriétaire foncier, comme quelque chose d'inséparable de la terre. En contractant un nouveau fermage, le propriétaire ajoute à la rente foncière proprement dite l'intérêt du capital employé pour fertiliser la terre, même s'il rend la terre au même fermier qui a fait les améliorations. Ainsi, sa rente s'accroît de même que s'accroît le prix de la terre pour quand il voudra la vendre. Il vend non seulement la terre, mais une terre améliorée, avec la valeur en plus d'un capital mis dans la terre et qui ne lui a rien coûté. C'est une des causes tout à fait indépendantes du mouvement de la rente foncière proprement dite — de l'enrichissement graduel des propriétaires fonciers, de la croissance continue de la rente et de la valeur pécuniaire de leurs terres au cours du développement économique. De cette manière, les propriétaires fonciers empochent les résultats du développement social, accomplis sans leur participation. Mais c'est en même temps une des plus grandes entraves à l'agriculture rationnelle, car le fermier évite le plus possible de faire des dépenses qu'il sait ne pouvoir pas recouvrer durant le temps trop court de son fermage. C'est une des causes qui font qu'à un certain degré de son évolution la propriété foncière devient nuisible même au point de vue de la production capitaliste. Ce phénomène apparaît encore plus visible en ce qui concerne les terrains à bâtir. La plupart des terrains, qui sont vendus en Angleterre pour y bâtir et non comme *freehold*, sont alloués par les propriétaires pour quatre-vingt-dix-neuf ans ou pour une période plus courte si possible. Au bout de ce temps, la terre avec les constructions élevées sur elle revient au propriétaire. « Si ce système se

prolonge, dit Marx, la possession de toutes les maisons du royaume, ainsi que la possession de toutes les terres, passera entre les mains des grands propriétaires fonciers. Tout le West-End de Londres, au nord et au sud de Temple-Bar, appartient déjà presque exclusivement à une demi-douzaine de grands propriétaires fonciers. Il en est de même à peu près de toutes les villes du royaume ainsi que des docks des villes maritimes. Les propriétaires empochent par cette voie non seulement l'intérêt du capital d'autrui, mais encore le capital lui-même. »

La rente peut se trouver confondue avec l'intérêt encore d'une autre manière. Si, par exemple, l'intérêt est de 5 pour 100, la rente de £ 200 peut être considérée comme l'intérêt d'un capital de £ 4,000. La rente ainsi réalisée constitue le prix ou la valeur de la terre. En réalité, c'est le prix de vente non de la terre, mais de la rente foncière, sans considérer que la terre elle-même ne peut pas avoir de valeur, n'étant pas produit de travail. Mais telle quelle, la rente capitalisée suppose l'existence de la rente, tandis qu'on ne peut pas expliquer cette dernière par sa propre capitalisation, ni l'en déduire. En supposant la rente foncière comme constante, le prix de la terre peut croître ou baisser en sens inverse de l'intérêt. Si l'intérêt tombe de 5 pour 100 à 4 pour 100 la rente annuelle de £ 200 représentera alors la jouissance annuelle d'un capital de £ 5,000 déjà et non de £ 4,000. Il a été démontré précédemment qu'au cours du développement social la norme du profit ainsi que de l'intérêt tend à baisser : le prix de la terre devra donc s'accroître indépendamment des fluctuations de la rente foncière et du prix des produits de la terre, dont une partie représente la rente. Comme la propriété foncière est considérée partout comme la forme la plus importante de la propriété et son achat comme un placement de capital très sûr, l'intérêt y est moindre qu'ailleurs. Par exemple, l'acheteur de la terre perçoit seulement 4 pour 100 sur le prix d'achat, tandis qu'en employant le même capital à autre chose il aurait 5 pour 100 ; il paie donc un plus grand capital pour acheter une rente foncière que pour se procurer toute autre source d'un même revenu annuel.

Par les exemples indiqués ci-dessus on peut comprendre comment il se fait qu'on confonde si souvent la rente avec l'intérêt. Quoique ce dernier puisse constituer quelquefois une part de celle-ci, il ne lui est cependant pas identique. Il peut en être de même pour le profit moyen et le salaire normal. C'est ce qui a eu lieu dans des pays peu développés économiquement, l'Irlande par exemple, où le fermier n'est qu'un petit paysan, qui paie au propriétaire pour son fermage non seulement une part de son profit, c'est-à-dire du surplus de son propre travail auquel il a droit comme propriétaire de ses outils, etc., mais encore une part du salaire normal qu'il recevrait dans d'autres conditions pour la même quantité de travail. Même dans les pays ayant une pro-

duction capitaliste bien développée, en Angleterre par exemple, où les fermiers sont très souvent de petits capitalistes astreints par la coutume, l'éducation ou toute autre chose à placer leurs capitaux sur l'agriculture, ils auront un profit au-dessus de la moyenne, mais devront en rendre une partie au propriétaire en guise de rente. En outre les propriétaires fonciers exercent partout une grande influence sur la législation. C'est par ce moyen que durant la période de 1815-1830 toute une génération de fermiers ont été petit à petit expropriés. Mais ce qui est encore plus grave, c'est que dans de tels cas le salaire des ouvriers agricoles se trouve abaissé au-dessous de la moyenne et c'est à leurs dépens que se forment les prix de ferme. C'est ainsi qu'une partie du salaire normal des ouvriers revient sous forme de rente aux propriétaires fonciers eux-mêmes. Les travaux des comités parlementaires avant la création des lois sur les céréales en Angleterre le prouvent jusqu'à l'évidence.

Mais si, au point de vue pratique, tout ce que le fermier paie au propriétaire est nommé une *rente*, au point de vue théorique, on ne peut donner ce nom dans le domaine de la production capitaliste qu'au *surplus* du profit moyen que le fermier capitaliste paie au possesseur de la terre en raison même de ses prérogatives de propriétaire. Chaque rente foncière est une plus-value, un produit du surplus de travail, mais en même temps c'est le surplus du profit moyen, donc le surplus de la plus-value. C'est ce qu'il ne faut jamais oublier. C'est pourquoi toutes les conditions subjectives et objectives de la plus-value en général ou du profit ne suffisent pas à l'expliquer. La difficulté consiste à prouver d'où vient le *surplus* de la plus-value du capital employé à la terre que le fermier capitaliste paie au propriétaire en rente foncière. Admettre que la rente apparaît dans l'agriculture grâce aux qualités exceptionnelles de cette branche de production et qu'elle est due à la terre comme telle, c'est méconnaître la notion même de la valeur et renoncer à toute explication scientifique. Même en comprenant que la rente se paie sur le prix du produit agricole — il serait pourtant erroné d'expliquer le surplus d'un tel prix par comparaison avec le prix ordinaire de la production, — d'expliquer par conséquent la cherté des produits agricoles par la plus grande productivité naturelle de la production agricole. Au contraire, si le travail est plus productif, chaque objet produit est meilleur marché, car la même quantité de travail est distribuée entre un plus grand nombre de valeurs. Toute la difficulté de l'analyse consiste donc à expliquer le surplus du profit agricole comparé au profit moyen; c'est-à-dire d'expliquer non la plus-value, mais le surplus de la plus-value caractéristique dans cette branche de la production.

Pour pouvoir parler d'un *surplus* du profit moyen on devrait

avoir donné au profit moyen le sens d'un régulateur de la production comme cela se fait dans la production capitaliste. Par conséquent, partout où le capital n'a pas encore assujéti le travail social, il ne peut pas être question de la rente dans le sens contemporain du mot. Il importe dans l'analyse de la rente, de ne pas confondre les différentes formes qui correspondent aux différents degrés du développement de la production. Si nous envisageons la rente dans sa forme primitive, sous forme de travail, au temps où le producteur direct travaillait pour lui-même une partie de la semaine sur la terre qui lui appartenait en fait et à l'aide de moyens de production lui appartenant en fait ou en droit, et l'autre partie de la semaine pour le propriétaire, sans recevoir de salaire, — là la chose est claire : la rente et la plus-value sont identiques. La transformation de la rente travail en rente payée en nature c'est-à-dire en produits — quoique témoignant d'un plus haut degré de culture — ne change rien à l'essence de la rente foncière. La forme ultérieure que revêtit la rente fut la rente en argent. Cette dernière suppose un développement plus ou moins grand du commerce, de la production des marchandises et de la circulation de l'argent. Avec elle les relations juridiques traditionnelles entre les possesseurs cultivateurs de la terre et les propriétaires se transforment inévitablement en relations purement contractuelles et pécuniaires, déterminées par la législation. Le fermier capitaliste devient l'exploiteur réel des cultivateurs et de leur surplus de travail. Le propriétaire foncier n'entre en relations qu'avec lui et ces relations sont purement financières. La rente prend alors sa forme contemporaine : de toute la plus-value et du surplus de travail, elle se ramène au *surplus du profit* que le fermier capitaliste perçoit sous forme de plus-value. Cette plus-value, il l'a obtenue à l'aide de son capital par une exploitation directe des ouvriers agricoles. La grandeur de cette part qu'il est obligé de donner au propriétaire est fixée en général selon les limites du profit moyen produit par le même capital dans les autres branches de la production et réglé par les prix de production en dehors de l'agriculture.

Il a déjà été démontré que les fabricants produisent dans des conditions diverses, plus ou moins favorables. Dans l'industrie où les conditions favorables sont créées par de grandes dépenses de capitaux, il n'y a pour l'entrepreneur industriel d'autre entrave que la difficulté de se procurer un capital assez grand pour lui permettre d'acquérir des résultats aussi bons que ses rivaux. Il en est tout autrement dans l'industrie agricole. Nous savons déjà que la valeur du marché ou le prix du marché « est déterminé par le temps socialement nécessaire à la fabrication de la marchandise ». Certains producteurs disposent pour produire de conditions particulièrement avantageuses et qu'on ne peut

multiplier à volonté, de conditions naturelles telles par exemple que la force d'une chute d'eau, etc. Dans ce cas, la dépense pour chauffage est réduite à zéro, par conséquent les dépenses de capitaux sont moindres et le profit sera évidemment plus grand. Supposons donc que des fabricants utilisant la vapeur comme force reçoivent 15 francs par 100 francs du capital dépensé, le coût de production du fabricant profitant d'une chute d'eau sera évidemment moindre — mettons 90 au lieu de 100, il gagnera donc 25 pour 100 de profit au lieu de 15 pour 100, étant donné que le prix du marché se trouve déterminé par le coût de production moyen.

Chaque profit additionnel normal, c'est-à-dire acquis non pas par le moyen de quelque truc ou de quelque fluctuation momentanée des prix de marché, est déterminé par la différence qu'il y a entre le prix individuel de la production d'une marchandise et le prix général de cette branche de production. Mais au sujet du cas cité plus haut il existe une différence. Le fabricant doit à la nature seule et non au travail effectué le fait que son prix de production, réglé sur le taux général du profit, lui procure personnellement un profit supplémentaire. Parfois tel ou tel capitaliste parvient à réaliser un profit supplémentaire par l'emploi d'un capital plus considérable, — mais cela ne dure qu'autant que les autres entrepreneurs ne peuvent employer des capitaux de la même dimension — ou par suite d'un emploi plus productif du capital; or cet avantage disparaît dès que ce moyen exclusif devient général ou dès qu'il est dépassé. La cause donc d'un tel profit supplémentaire doit être attribuée au capital lui-même. Mais il en est autrement du surplus de profit du fabricant utilisant une chute d'eau. La productivité plus grande de son travail provient de la possession d'une force naturelle monopolisée et qui ne peut être reproduite par d'autres au gré de leur volonté. Les prix du marché des produits de ce fabricant seront toujours réglés d'après le prix de revient de la fabrication générale, moins avantageuse que la sienne. Mais si la chute d'eau appartient non au fabricant, mais au propriétaire de la terre, ce dernier ne la cédera au fabricant qu'à la condition d'un paiement égal au profit supplémentaire qu'on peut obtenir en l'utilisant. Il en est de même de tout surplus de profit obtenu par tout producteur qui peut produire dans des conditions plus favorables et qu'on ne peut multiplier à volonté. Ce surplus de profit ne dépend pas du capital lui-même et ne rentre donc pas dans l'égalisation du taux général du profit. Un surplus de profit pareil est la rente capitaliste, elle apparaît donc dans des conditions exceptionnelles de production et comprend tout ce qui dépasse le taux moyen du profit.

Marx s'occupe d'abord de la rente dite « différentielle », étudiée

déjà auparavant par d'autres économistes, Ricardo en particulier. Il en distingue plusieurs espèces : 1° la rente qui provient des différences de la fertilité de la terre et de sa situation, et 2° la rente qui provient de ce que les dépenses successives sur le même lot de terre ne donnent pas un profit proportionnel à ces dépenses. L'auteur prouve — contrairement à ce qu'on soutient ordinairement — que la rente différentielle ne dépend pas de l'ordre dans lequel les terres de fertilité différente sont cultivées. Il démontre aussi que la rente peut exister sur les pires terres cultivables, quand par suite d'une demande croissante de blé on fait de nouvelles dépenses de capital sur les mêmes terres, ce qui augmente le prix de production et crée un surplus de profit qui constitue la rente. En dehors de la rente différentielle il existe, selon Marx, une rente de toute autre provenance : il l'appelle une rente *absolue*. Elle a comme source le fait que des capitaux de même grandeur peuvent, au même taux de valeur ou au même degré d'exploitation de travail, produire des quantités différentes de plus-value, grâce aux différences de leur constitution organique. Nous avons vu précédemment que le rapport entre le prix de production d'une marchandise et de sa valeur dépend, selon Marx, de la constitution organique du capital qui l'a produit, c'est-à-dire de la part du capital constant et de la part du capital variable. Dans un capital de constitution inférieure à la moyenne sociale la part du capital variable, c'est-à-dire la part employée pour le salaire des ouvriers, est plus grande. Un capital pareil produit une plus-value plus grande; car pour le même degré d'exploitation de travail, il emploie une quantité plus grande de travail vif et produit par conséquent un profit plus grand que la même part correspondante de capital social moyen. C'est pourquoi la valeur de son produit est plus grande que le prix de revient de la marchandise, car le prix de production est égal au capital employé, plus le taux de profit moyen; or ce profit moyen est au-dessous du profit qu'il a produit lui-même. C'est le cas notamment pour l'agriculture où la constitution du capital est inférieure au capital social moyen. La valeur du produit agricole est donc plus élevée que le prix de production, c'est-à-dire que la plus-value produite dans l'agriculture est plus grande que celle obtenue par un capital de même grandeur mais d'une constitution moyenne, et partant il y aura un surplus de profit en comparaison du profit moyen. C'est ce surplus de profit qui donne la rente absolue.

Mais le fait seul de l'existence d'un surplus de valeur pour les produits agricoles ne suffit pas à expliquer l'existence de la rente absolue. Pour beaucoup d'objets d'industrie la valeur est plus grande que le prix de production, sans cependant donner un surplus de

profit pouvant créer une rente. Un nivellement de profit a lieu et toute la plus-value acquise par le capital social se distribue conformément au capital employé. D'autre part, quand une branche donne une plus-value plus grande que la moyenne, le capital y afflue et tout est bientôt ramené au même niveau. Mais l'affaire est tout autre quand le libre fonctionnement du capital est entravé. C'est ce qui a lieu pour la propriété foncière. Elle ne permet pas la libre application du capital à la terre sans exiger une rente, même si le terrain est de l'espèce qui ne donne pas de rente différentielle. Le prix du marché des produits agricoles doit croître jusqu'à ce qu'il puisse fournir non seulement le prix de production, mais encore une rente. Les produits agricoles seront donc toujours vendus d'après un prix monopolisé, parce que leur valeur n'est pas nivelée au prix de la production, contrairement à ce qui se fait dans l'industrie. Si la constitution du capital dans l'agriculture est inférieure à celle du capital social moyen, cela exprime à première vue que la marche de l'agriculture a été plus lente que celle de l'industrie. Dans le cours du développement capitaliste, quand le capital agricole atteindra une constitution moyenne, la rente absolue cessera d'exister.

\* \*

*La septième division*, la dernière, n'a été qu'ébauchée par Marx. L'auteur analyse les rapports mutuels des diverses parts du produit annuel, les opinions des différents économistes sur l'origine de chacune des trois parts — la rente, le profit et le salaire — entre lesquelles le revenu annuel de la société est départi. Il examine aussi la division correspondante de toute la société en trois classes.

Cette dernière division devait être une conclusion de toute l'œuvre. « Marx avait l'habitude, dit Engels, de laisser jusqu'à la rédaction finale la conclusion définitive de son œuvre et de l'écrire peu avant la publication, quand de nouveaux événements historiques lui avaient fourni, avec une exactitude qui ne lui fit jamais défaut, par des faits pris sur le vif, des preuves nouvelles pour ses déductions historiques. » Son ouvrage n'a donc pas été achevé. Par exemple il n'existe que le commencement du dernier chapitre. Les trois grandes formes de revenu : la rente foncière, le profit et le salaire des ouvriers, correspondent à trois grandes classes de la société capitaliste développée — les propriétaires fonciers, les capitalistes et les ouvriers, — et la lutte entre ces trois classes devait être représentée comme une conséquence réelle de toute l'évolution du capitalisme.

Telle est cette œuvre grandiose; un véritable monument scientifique par lequel Marx a complété et couronné l'économie politique ricardienne, dont il a élargi les bases, développé toutes les thèses et résolu victorieusement toutes les contradictions — la question entr'autres du prix et de la valeur dans leurs rapports réciproques, — que Ricardo lui-même ne fut pas en état de résoudre. Pour le socialisme l'œuvre de Marx a des conséquences énormes; il lui fournit des bases scientifiques inébranlables.

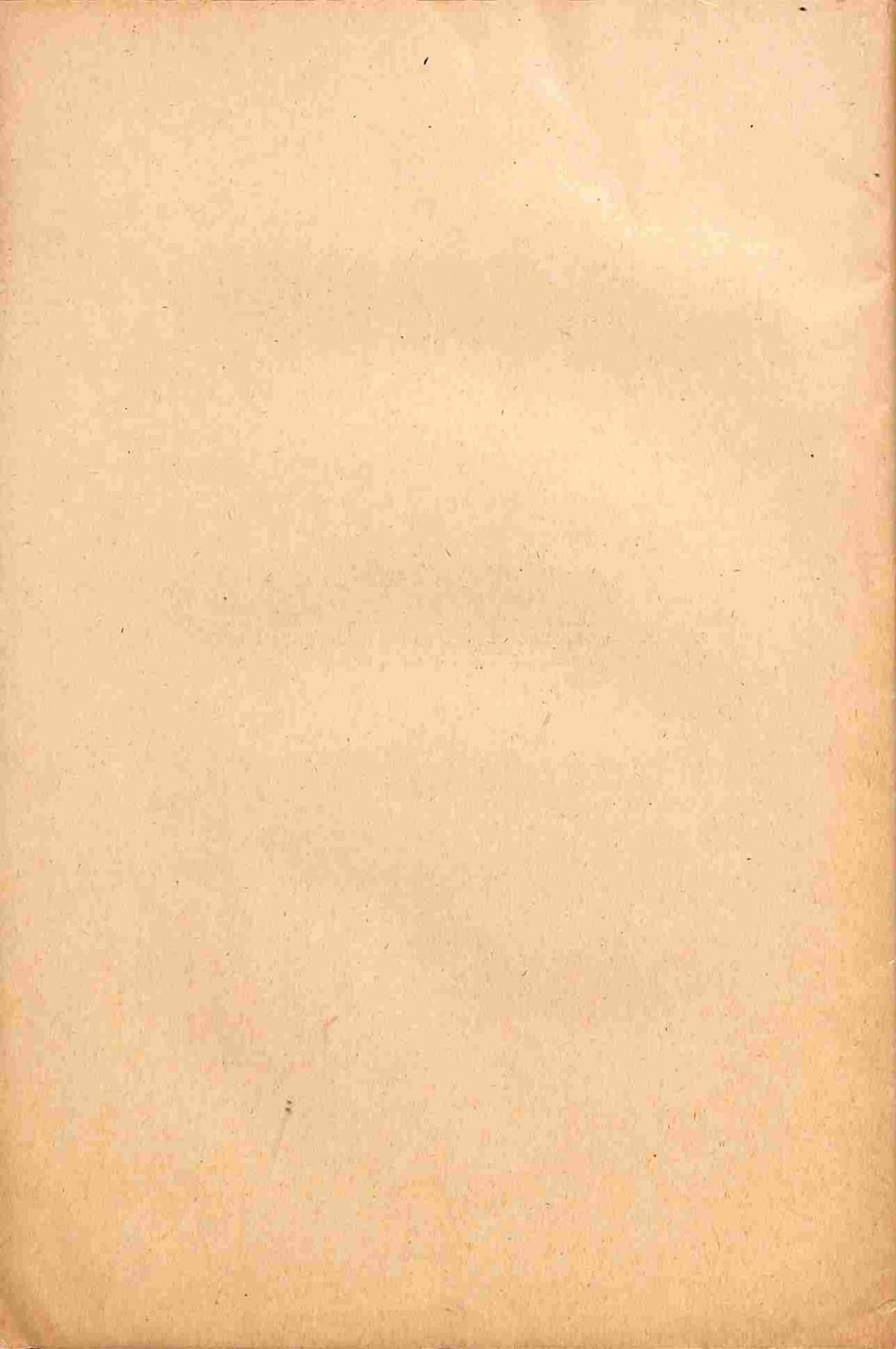
N. SLEPZOFF.

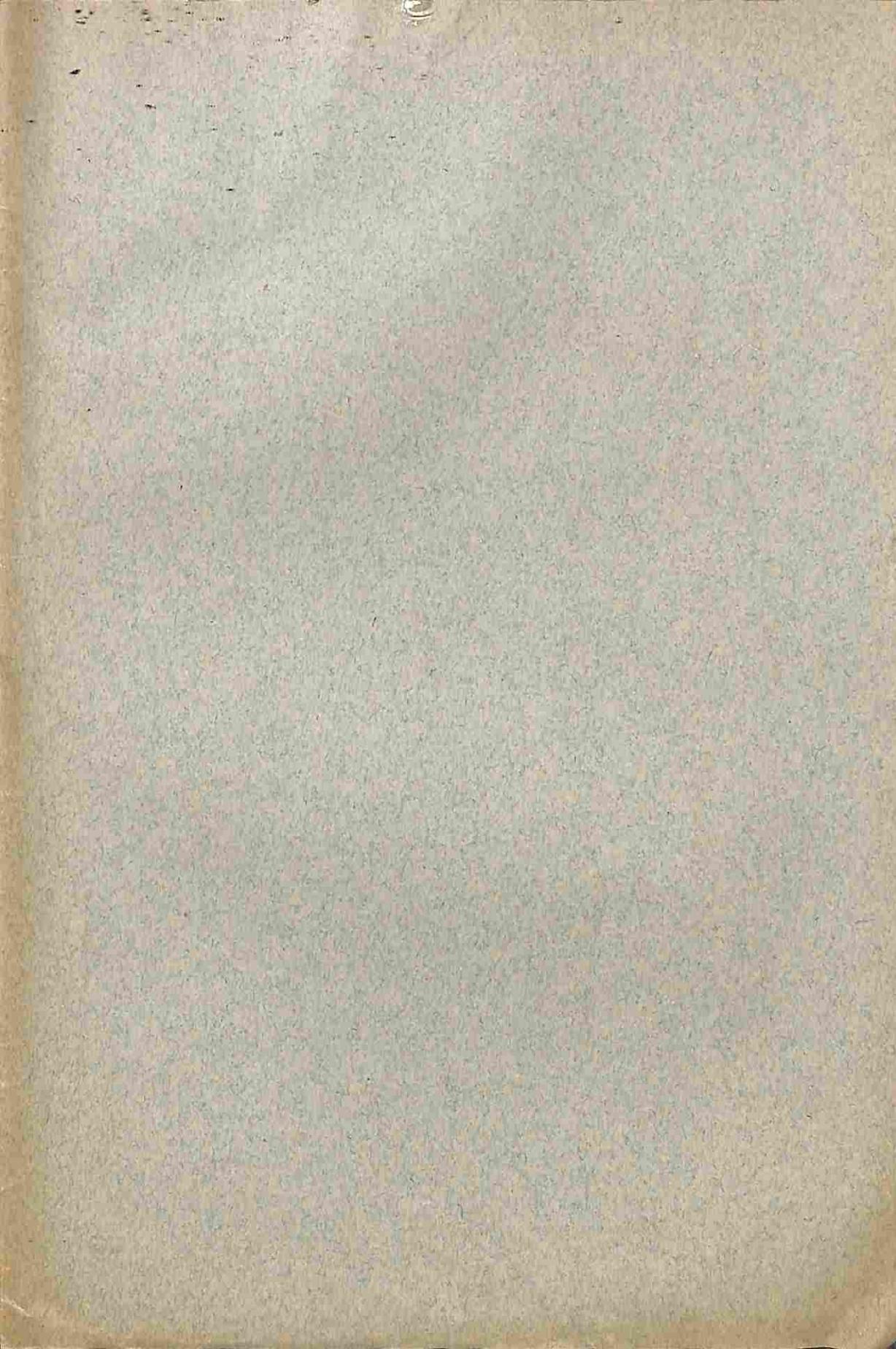
---

---

SURESNES. — IMPRIMERIE SPÉCIALE DE LA *REVUE SOCIALISTE*  
G. RICHARD & HUSSON, 9, rue du Pont

---





XIV ANNÉE

LA

# REVUE SOCIALISTE

Fondée en 1885 par Benoît MALON

PARAISANT LE 15 DE CHAQUE MOIS

DIRECTEUR : **Gustave ROUANET**, député

ADMINISTRATEUR-GÉRANT : **Rodolphe SIMON**

ADRIEN VEBER, *Conseiller mun. de Paris*  
Secrétaire de Rédaction

VALÉRY HERMAY  
Secrétaire d'Administration

Toutes les principales personnalités du monde socialiste sont comptées  
parmi les collaborateurs.

## ABONNEMENTS

LE MONTANT DE L'ABONNEMENT EST PAYABLE D'AVANCE

PARIS et DÉPARTEMENTS . Un an : **18 fr.** Six mois : **9 fr.**  
ÉTRANGER (*Union postale*). . . . . **20 fr.** — **10 fr.**  
Le numéro : **1 fr. 50** pour la FRANCE ; **1 fr. 75** pour l'ÉTRANGER

- I. — Le TABLEAU SYNOPTIQUE des principaux articles parus dans la *Revue Socialiste* depuis sa fondation (Janvier 1885) est envoyé franco sur demande.
- II. — UN NUMÉRO SPÉCIMEN est envoyé contre UN FRANC en timbres ou mandat-poste.
- III. — Les abonnements partent du premier de chaque mois.
- IV. — ON S'ABONNE, sans frais, dans tous les bureaux de poste et chez tous les libraires.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :

**PARIS — 78, Passage Choiseul, 78 — PARIS**

Collections de *LA REVUE SOCIALISTE*

DU 1<sup>er</sup> JANVIER 1885 AU 31 DÉCEMBRE 1894 :

Dix Années. . . 100 fr. | Une Année. . . 42 fr. | Un Numéro. . . 1 fr.  
ANNÉES 1895-1896 } Une Année. . . . . 18 fr.  
                          } Un Numéro . . . . . 1 fr. 50

Adresser lettres et mandats au nom de **M. Rodolphe SIMON**, administrateur de la *REVUE SOCIALISTE*, 78, Passage Choiseul, Paris.

**Librairie de la REVUE SOCIALISTE, 78, Passage Choiseul, Paris**

ENVOI FRANCO SUR DEMANDE DU CATALOGUE GÉNÉRAL

Expédition par retour du courrier de tous les ouvrages édités à Paris

FORTES REMISES

Conditions spéciales : pour les Cercles d'Études sociales, Groupes, Bibliothèques, Organisations, etc.; et pour les expéditions, par 25, 50, 100 et 1,000 exemplaires des brochures de propagande. ÉCRIRE.